



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DÊSTE NÚMERO — \$90

Toda a correspondência, quer official, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Direcção Geral da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares annunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As 3 séries . . .	Ano 240\$	Semi-stre	130\$
A 1.ª série . . .	" 90\$	"	43\$
A 2.ª série . . .	" 80\$	"	43\$
A 3.ª série . . .	" 80\$	"	43\$

Avulso: Número de duas páginas \$30;
de mais de duas páginas \$30 por cada duas páginas

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 240\$ a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se referem os §§ 1.º e 2.º do artigo 2.º do decreto n.º 10.112, de 24-IX-1924, têm 40 por cento de abatimento.

Direcção Geral da Imprensa Nacional de Lisboa

AVISO

Para os devidos efeitos se comunica que, por ordem superior, não serão aceites originaes destinados ao «Diário do Governo» que não tragam aposta a ordem para a publicação devidamente assinada, devendo ser autenticada a assinatura pelo respectivo selo em branco.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

- Acôrdo adicional ao Modus Vivendi Commercial Franco-Português, de 4 de Março de 1925.
- Aviso — Torna público ter a Noruega ratificado, em 27 de Julho de 1932, o Protocolo relativo à prohibição do emprêgo na guerra de gases asfixiantes, tóxicos ou similares e de meios bacteriológicos, assinado em Genebra em 17 de Junho de 1925.
- Aviso — Torna público ter a Noruega assinado, em 27 de Setembro de 1932, o Acôrdo entre autoridades aduaneiras para facilitar a verificação dos tripticos não cancelados ou perdidos, concluído em Genebra em 28 de Março de 1931.

Ministério da Instrução Pública:

Decreto n.º 21:713 — Aprova o regulamento da Organização Escotista de Portugal.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Por ordem superior se publica o Acôrdo adicional ao Modus Vivendi Commercial Franco-Português, de 4 de Março de 1925, assinado em Paris em 12 de Julho último, que entrará provisoriamente em vigor, nos dois países, no dia 18 do corrente mês de Outubro:

Avenant au Modus Vivendi Commercial Franco-Portugais
du 4 mars 1925

Le Président de la République Portugaise et le Président de la République Française, animés du même désir de faciliter les échanges entre les deux pays, ont décidé de conclure un Avenant au Modus Vivendi Commercial Franco-Portugais du 4 mars 1925, et ont désigné à cet effet pour leurs Plénipotentiaires respectifs:

Le Président de la République Portugaise:
M. A. da Gama Ochoa, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Paris;

Le Président de la République Française:

M. Edouard Herriot, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères;
M. Julien Durand, Ministre du Commerce et de l'Industrie;

lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après:

ARTICLE 1

Le Gouvernement français s'engage à faire bénéficier les vins portugais importés en France du régime défini ci-après:

A--Quelle que soit leur destination, les vins portugais, autres que les vins de liqueur, importés autrement qu'en fiasques, bouteilles, flacons, cruchons et contenants analogues, seront admis en France au bénéfice des droits du tarif minimum en vigueur au moment de l'importation, dans toute la mesure compatible avec les possibilités d'importation du marché français.

Ces possibilités seront déterminées chaque année d'après l'importance de la récolte française (Algérie et Tunisie comprises), étant entendu que la récolte tunisienne n'entre en ligne de compte dans ce total que pour la fraction admise en franchise à l'importation en France, et que la récolte française est évaluée d'après les déclarations de production pour la période écoulée, sans report des excédents invendus des années précédentes. Les possibilités d'importation des vins ordinaires portugais sur le marché français sont fixées forfaitairement à un chiffre annuel de 150.000 hectolitres pour une récolte égale ou supérieure à 60 millions d'hectolitres.

Si la récolte est inférieure à ce chiffre, le contingent de 150.000 hectolitres sera augmenté, selon l'échelle ci-après, d'une quantité d'autant plus élevée que la récolte sera plus faible.

Catégories	Récolte exprimée en millions d'hectolitres et comprise entre	Accroissement supplémentaire par million d'hectolitres récoltés en-dessous de la récolte normale de chaque catégorie
A	60 au plus et 55 au moins	5.000 hectolitres
B	55 au plus et 50 au moins	10.000 hectolitres
C	Moins de 50	15.000 hectolitres

Les quantités importées en excédent sur les contingents ci-dessus visés ne pourront, en aucun cas, dépasser la limite de 5 pour cent au maximum des dits contingents. Ces quantités excédentaires seront imputées sur le contingent de l'année suivante.

B — En cas de mise en application en France des dispositions législatives comportant une restriction quel-

conque au libre droit des viticulteurs, de disposer de tout ou partie de leur récolte; l'importation des vins portugais en France subira une restriction équivalente à celle imposée à l'ensemble de la récolte française.

C— Les vins ordinaires et les vins de liqueur une fois dédouanés seront soumis aux mêmes droits intérieurs et taxes que les vins français.

ARTICLE 2

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre Haute Partie Contractante contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment en prohibant et en réprimant, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, l'entreposage, la vente et la mise en vente de tous produits désignés par des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, figurant soit sur les produits eux-mêmes, sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce, et comportant, directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques desdits produits.

ARTICLE 3

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à mettre ou à maintenir en vigueur toutes mesures nécessaires en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits vinicoles de l'autre Haute Partie Contractante, pour autant que ces appellations lui aient été notifiées et qu'elles soient dûment protégées dans le pays de production. La notification devra viser les documents officiels qui accompagneront les produits expédiés et qui justifieront de leur droit aux dites appellations.

Seront, notamment, interdits et réprimés par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente des produits visés ci-dessus, dans le cas où figureraient, soit sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, soit dans les factures, lettres de voiture, connaissements, documents publicitaires ou autres papiers de commerce s'y rapportant, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant de fausses appellations d'origine.

Les mesures visées ci-dessus seront appliquées sur le territoire de chacune des Hautes Parties Contractantes, à la diligence de l'Administration ou à la requête du Ministère Public, conformément aux législations respectives de chacune des Hautes Parties Contractantes, ou sur l'initiative d'une partie intéressée, personne privée, syndicat ou association ressortissant de l'une des Hautes Parties Contractantes.

L'interdiction de se servir d'une appellation d'origine pour désigner des produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certains correctifs, tels que «genre», «type», «façon», «rival», etc. . . .

ARTICLE 4

Chacune des Hautes Parties Contractantes assurera sur son propre territoire la protection des appellations d'origine notifiées par elle à l'autre Haute Partie Contractante, dans des conditions telles que soit assurée la qualité des produits exportés avec lesdites appellations.

Le minimum de la protection que chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à assurer aux produits de

l'autre résulte, pour les produits français, de l'application de la loi du 6 mai 1919, modifiée par la loi du 22 juillet 1929, et, pour les produits portugais, de l'application de la réglementation en vigueur à l'époque de la signature de la présente Convention, notamment du décret n.º 20:956 du 2 mars 1932 et de la rectification parue au *Diário do Governo* du 14 avril 1932.

Les engagements stipulés aux articles 2, 3 et 4 ci-dessus sont pris à titre de réciprocité absolue de telle sorte que le fait par l'une des Hautes Parties Contractantes de ne pas assurer par sa législation la protection des appellations d'origine dans les conditions prévues aux dits articles permettra à l'autre Partie Contractante de se considérer, de plein droit, comme déliée de ses obligations.

ARTICLE 5

Il est entendu qu'à titre exceptionnel les autorités douanières portugaises dispenseront de la vérification prévue à l'article 2, paragraphe 1, du décret du 6 février 1931 les importations de spécialités pharmaceutiques ayant une composition constante et accompagnées d'un certificat délivré par le Laboratoire National Français de Contrôle des Médicaments lorsque ce produit aura déjà fait, pendant l'année en cours, l'objet, de la part des autorités portugaises, de l'examen et de l'analyse prévus audit article.

Toutefois, elles se réservent le droit, en cas de doute sur l'exactitude du certificat, de procéder à toutes vérifications qu'elles jugeraient utiles.

ARTICLE 6

Sous réserve de l'accomplissement des formalités réglementaires, les Hautes Parties Contractantes ne mettront pas d'obstacle à l'importation, sur leurs territoires respectifs, des eaux minérales françaises et portugaises.

ARTICLE 7

La taxe additionnelle instituée par le décret portugais n.º 20.935 du 26 février 1932 est réduite à 5 % pour les produits naturels ou fabriqués, originaires du territoire douanier français, ainsi que des colonies, protectorats et pays sous mandat français, énumérés à la liste A ci-annexée.

ARTICLE 8

Pour l'application de l'article 2 du décret français du 1^{er} août 1931 concernant la surtaxe de change, la limite à partir de laquelle cette surtaxe peut être calculée est fixée à escudo 1,29 pour la valeur du franc français.

ARTICLE 9

Le Gouvernement français déclare qu'aucune modification ne sera apportée, en ce qui concerne le Portugal, aux chiffres des contingents de conserves de poissons tels qu'ils ont été fixés par arrêté du 16 février 1932 et avis au *Journal Officiel* du 19 du même mois.

ARTICLE 10

Le présent Arrangement constitue un Avenant au *Modus Vivendi* du 4 mars 1925. Il pourra toutefois indépendamment du dit *Modus Vivendi* être dénoncé moyennant un préavis d'un mois. Il sera ratifié. Seront mises en application provisoire le plus tôt possible et à la même date dans les deux pays les dispositions qui ne comportent pas de mesures législatives.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent Arrangement et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 12 juillet 1932. —
Armando da Gama Ochoa, Edouard Herriot, Julien Durand.

Liste A

Numéros du tarif portugais	Désignation des marchandises
22	Laine en masse : blanche, lavée.
155	Cuivre et ses alliages : fils.
163	Fers ou aciers, battus ou laminés : recouverts d'autres métaux par un procédé quelconque.
164	Fers ou aciers en barres pour la fabrication des jantes de roues, préparées pour être garnies de caoutchouc.
165	Fers ou aciers en fils, simples ou préparés de toutes façons.
166	Fers ou aciers estampés ou peints.
167	Fers ou aciers non dénommés.
296	Phosphate de calcium.
317	Huiles essentielles naturelles ou artificielles et produits odorants, extraits des essences, ainsi qu'autres produits non dénommés pour la parfumerie.
381	Engrais et amendements pour l'agriculture non dénommés.
398	Encres, teintures et couleurs non préparées.
412	Rubans et galons de soie pure ou la soie dominant d'une façon apparente à la surface du tissu.
418	Velours, peluche ou tissus veloutés non dénommés, purs ou mélangés.
419	Tissus non dénommés : de soie pure ou contenant moins de 2 pour cent en poids d'autres fibres.
425	Châles, fichus, mantilles, voiles et écharpes de soie pure ou la soie dominant d'une façon apparente à la surface du tissu.
563	Cognac.
564	Armagnac.
575	Champagne.
653	Appareils et machines agricoles, etc.
694	Instruments, outils et ustensiles pour les arts et métiers, l'agriculture et le jardinage.
731	Seils à ruban.
1045	Médicaments : néosalvarsan, salvarsan, sulfarsénol et autres produits arsenicaux ayant la même application, insuline, sanicrisine, alocrisine et autres sels d'or pour le traitement de la tuberculose.
1046	Préparations pharmaceutiques, opothérapiques et colloïdales.
1047	Médicaments non dénommés.
1048	Sérums et vaccins organiques, en récipients de toute capacité avec ou sans aiguilles.
1057	Parfumerie, lotions et teintures pour les cheveux, dentifrices, poudre de riz pour la toilette et produits similaires.

(Tradução)

O Presidente da República Portuguesa e o Presidente da República Francesa, animados do mesmo desejo de facilitar o comércio entre os dois países, decidiram concluir um Acôrdo Adicional ao Modus Vivendi Comercial Franco-Português de 4 de Março de 1925 e designaram, para este efeito, como seus plenipotenciários respectivos:

O Presidente da República Portuguesa:

O Sr. A. da Gama Ochoa, Enviado Extraordinário e Ministro Plenipotenciário em Paris;

O Presidente da República Francesa:

O Sr. Edouard Herriot, Presidente do Conselho, Ministro dos Negócios Estrangeiros;

O sr. Julien Durand, Ministro do Comércio e Indústria;

os quais, depois de se terem reciprocamente comunicado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, acordaram nas disposições seguintes:

ARTIGO 1.º

O Governo Francês compromete-se a fazer beneficiar

os vinhos portugueses importados em França do regime definido nos termos seguintes:

A—Qualquer que seja o seu destino, os vinhos portugueses não licorosos e que não sejam importados em garrafas, garrafas, frascos, botijas e vasilhas análogas, serão admitidos em França ao benefício dos direitos da pauta mínima em vigor no momento da importação, na quantidade compatível com as possibilidades de importação do mercado francês.

Essas possibilidades serão determinadas em cada ano segundo a importância da colheita francesa (compreendendo a Algéria e a Tunísia), ficando entendido que a colheita tunisiana só entra em linha de conta para esse total na fracção em que for admitida em França sem pagamento de direitos, e que a colheita francesa é avaliada segundo as declarações de produção no período decorrido, sem transporte dos excedentes por vender dos anos pretéritos. As possibilidades de importação dos vinhos comuns portugueses no mercado francês são fixadas por estimativa numa quantidade anual de 150:000 hectolitros para uma colheita igual ou superior a 60.000:000 de hectolitros.

Se a colheita for inferior a este número, o contingento de 150:000 hectolitros será aumentado, segundo a escala seguinte, de uma quantidade tanto mais elevada quanto a colheita for menor.

Categorias	Colheita expressa em milhões de hectolitros e compreendida entre	Aumento suplementar por milhão de hectolitros abaixo da colheita normal de cada categoria
A	60 o máximo e 55 o mínimo	5:000 hectolitros.
B	55 o máximo e 50 o mínimo	10:000 hectolitros.
U	Menos de 50.	15:000 hectolitros.

As quantidades importadas em excesso dos contingentes acima fixados não poderão, em qualquer caso, ultrapassar o limite máximo de 5 por cento dos referidos contingentes. Essas quantidades excedentes serão levadas à conta do contingento do ano seguinte.

B—No caso de virem a ser aplicadas em França disposições legislativas que comportem qualquer restrição ao livre direito dos vicultores de dispor do todo ou de parte da sua colheita, a importação dos vinhos portugueses em França sofrerá uma restrição equivalente à que for imposta à totalidade da colheita francesa.

C—Os vinhos comuns e os vinhos licorosos quando dosulfatados serão submetidos aos mesmos impostos interiores e taxas que os vinhos franceses.

ARTIGO 2.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes se obriga a garantir de uma maneira efectiva os produtos naturais ou fabricados originários do território da outra Alta Parte Contratante contra a concorrência desleal nas transacções comerciais, nomeadamente proibindo o reprimido pela apreensão e por todas as outras sanções adequadas a importação e a exportação, assim como o fabrico, a circulação, a armazenagem, a venda e a exposição à venda de todos os produtos designados por marcas, nomes, inscrições ou quaisquer sinais, figurando quer nos próprios produtos, no seu acondicionamento imediato ou na sua embalagem exterior, quer nas facturas, cartas de porto, conhecimentos, documentos de publicidade ou outros papéis de comércio, o comportando, directa ou indirectamente, falsas indicações sobre a origem, a espécie, a natureza ou as qualidades específicas dos mesmos produtos.

ARTIGO 3.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes se compromete a pôr ou manter em vigor todas as medidas necessárias para reprimir, no seu território, o emprêgo abusivo das denominações geográficas de origem dos produtos vinícolas da outra Alta Parte Contratante, quando essas denominações lhe tenham sido notificadas e estejam devidamente protegidas no país de produção. A notificação deverá abranger os documentos oficiais destinados a acompanhar os produtos expedidos e a justificar o seu direito às ditas denominações.

Serão, nomeadamente, proibidas e reprimidas pela apreensão e por todas as outras sanções adequadas a importação e a exportação, a armazenagem, o fabrico, a circulação, a venda e a exposição à venda dos produtos acima considerados, quando nos cascos, garrafas, embalagens e caixas que os contenham, nas facturas, cartas de porte, conhecimentos, documentos de publicidade e outros papéis de comércio que lhes digam respeito, figurarem marcas, nomes, inscrições ou quaisquer sinais que comportem falsas denominações de origem.

As medidas acima referidas serão aplicadas no território de cada uma das Altas Partes Contratantes, por diligência administrativa ou a requerimento do Ministério Público, conforme as legislações respectivas de cada uma das Altas Partes Contratantes, ou por iniciativa de uma parte interessada, indivíduo, sindicato ou associação nacional de uma das Altas Partes Contratantes.

A proibição de se servir de uma denominação de origem para designar produtos vinícolas diferentes dos que a ela têm realmente direito subsiste ainda quando a verdadeira origem dos produtos seja mencionada ou as falsas denominações venham acompanhadas de certos correctivos, tais como «género», «tipo», «qualidade», «rival», etc.

ARTIGO 4.º

Cada uma das Altas Partes Contratantes garantirá, no seu próprio território, a protecção das denominações de origem notificadas por ela à outra Alta Parte Contratante, em condições tais que fique assegurada a qualidade dos produtos exportados com as ditas denominações.

O mínimo da protecção que cada uma das Altas Partes Contratantes se compromete a garantir aos produtos da outra resulta, para os produtos franceses, da aplicação da lei de 6 de Maio de 1919, modificada pela lei de 22 de Julho de 1929, e, para os produtos portugueses, da aplicação da regulamentação em vigor na data da assinatura da presente Convenção, nomeadamente do decreto n.º 20:956, de 2 de Março de 1932, e da rectificação publicada no *Diário do Governo* de 14 de Abril de 1932.

Os compromissos estipulados nos artigos 2.º, 3.º e 4.º são tomados a título de reciprocidade absoluta, de tal maneira que o facto de uma das Altas Partes Contratantes não garantir pela sua legislação a protecção das denominações de origem nas condições previstas naqueles artigos permitirá à outra Parte Contratante considerar-se, de pleno direito, desligada das suas obrigações.

ARTIGO 5.º

Fica entendido que a título excepcional as autoridades aduaneiras portuguesas dispensarão da verificação prevista no artigo 2.º, § 1.º, do decreto de 6 de Fevereiro de 1931 as importações de especialidades farmacêuticas que tenham uma composição constante e sejam acompanhadas de um certificado expedido pelo Laboratório Nacional Francês de Fiscalização dos Medicamentos quando o produto considerado tenha sido objecto, durante o ano em curso, do exame e da análise previstos no citado artigo.

Essas autoridades reservam-se contudo o direito, em caso de dúvida sobre a exactidão do certificado, de proceder às verificações que julgarem necessárias.

ARTIGO 6.º

Sob reserva do cumprimento das formalidades regulamentares, as Altas Partes Contratantes não porão obstáculos à importação, nos seus territórios respectivos, das águas minerais francesas e portuguesas.

ARTIGO 7.º

A taxa adicional estabelecida pelo decreto português n.º 20:935, de 26 de Fevereiro de 1932, é reduzida a 5 por cento para os produtos, naturais ou fabricados, originários do território aduaneiro francês, assim como das colónias, protectorados e países sob mandato francês, que vão enumerados na lista A anexa.

ARTIGO 8.º

Para a aplicação do artigo 2.º do decreto francês de 1 de Agosto de 1931, concernente à sobretaxa de câmbio, o limite a partir do qual esta sobretaxa pode ser computada é fixado em 1/29 para o valor do franco francês.

ARTIGO 9.º

O Governo francês declara que nenhuma modificação será introduzida, no que se refere a Portugal, nos algarismos dos contingentes de conservas de peixes fixados por portaria de 16 de Fevereiro de 1932 e respectivo aviso no *Jornal Oficial* de 19 do mesmo mês.

ARTIGO 10.º

O presente Acôrdo constitue um acto adicional ao *Modus Vivendi* de 4 de Março de 1925. Poderá todavia, independentemente do dito *Modus Vivendi*, ser denunciado mediante um aviso prévio de um mês. Será ratificado. Serão aplicadas provisoriamente o mais cedo possível e na mesma data nos dois países as disposições que não comportem medidas legislativas.

Em firmeza do que os Plenipotenciários já nomeados assinaram o presente Acôrdo e lhe apuseram os seus sinetes.

Feito em duplicado, em Paris, aos 12 de Julho de 1932.— *Armando da Gama Ochoa* — *Edouard Herriot* — *Julien Durand*.

Lista A

Números da pauta portuguesa	Designação das mercadorias
22	Lã em rama: branca, lavada.
155	Cobre e suas ligas: em fio.
163	Ferro ou aço, batido ou laminado: coberto de outros metais por qualquer processo.
164	Ferro ou aço em barras para o fabrico de aros de rodas, preparadas para serem guarnecidas de borracha.
165	Ferro ou aço em fio simples ou com qualquer preparo.
166	Ferro ou aço impresso ou pintado.
167	Ferro ou aço não especificado.
296	Fosfato de cálcio.
317	Óleos essenciais, naturais ou artificiais, produtos odoríferos extraídos das essências e outros produtos não especificados para perfumaria.
381	Adubos e correctivos para a agricultura, não especificados.
393	Tintas não preparadas.
412	Fitas e galões de seda pura ou com predomínio aparente da seda na superfície do tecido.
418	Veludos, pelúcias e tecidos aveludados, não especificados, puros ou mixtos.

Números da pauta portuguesa	Designação das mercadorias
419	Tecidos não especificados: de sêda pura e os que conti-verem menos de 2 por cento, em pêso, de outras fibras.
425	Chales de sêda pura ou com predomínio aparente da sêda na superfície do tecido.
563	Bebidas alcoólicas não especificadas, em vasilhas de ca-pacidade não superior a 2 litros (incluindo as vasilhas),
564	Idem, em vasilhas não especificadas.
575	Vinhos espumosos.
653	Aparelhos e máquinas agrícolas, etc.
694	Instrumentos, ferramentas e utensílios para as artes e ofícios, agricultura e jardinagem.
721	Serras de fita:
1:045	Medicamentos: neosalvarsan (914), salvarsan (606), sul-farsenol e outros produtos arsenicais com a mesma aplicação, insulina, sanocrisina, alocrisina e outros sais de ouro para o tratamento da tuberculose.
1:046	Preparados farmacêuticos, opoterápicos e coloidais.
1:047	Medicamentos não especificados.
1:048	Soros e vacinas orgânicos, em recipientes de qualquer capacidade, com ou sem agulhas.
1:057	Perfumarias, loções e tinturas para cabelo, dentifrícios, pó de arroz para toucador e produtos análogos.

Ministério dos Negócios Estrangeiros, 8 de Outubro de 1932.— O Secretário Geral, *Luiz Teixeira de Sam-paio*.

Secretaria Portuguesa da Sociedade das Nações

Por ordem superior se faz público que, segundo in-forma o Governo Francês, a Noruega ratificou em 27 de Julho de 1932 o Protocolo relativo à proibição do emprêgo na guerra de gases asfixiantes, tóxicos ou simi-lares e de meios bacteriológicos, assinado em Genebra em 17 de Junho de 1925.

Secretaria Portuguesa da Sociedade das Nações, 6 de Outubro de 1932.— Pelo Director Geral, *Francisco de Calheiros e Meneses*.

Por ordem superior se faz público que, segundo in-forma o Secretário Geral da Sociedade das Nações, a Noruega assinou em 27 de Setembro de 1932, o Acôrdo entre autoridades aduaneiras para facilitar a verificação dos trípticos não cancelados ou perdidos, concluído em Genebra em 28 de Março de 1931.

Secretaria Portuguesa da Sociedade das Nações, 6 de Outubro de 1932.— Pelo Director Geral, *Francisco de Calheiros e Meneses*.

MINISTÉRIO DA INSTRUÇÃO PÚBLICA

Decreto n.º 21:713

Organização Escotista de Portugal

Sendo conveniente adoptarem-se disposições regula-mentares do decreto n.º 21:434, de 29 de Junho de 1932, que constituiu a Organização Escotista de Portugal; Usando da faculdade que me confere o n.º 2.º do ar-tigo 2.º do decreto n.º 12:740, de 26 de Novembro de 1926, por força do disposto no artigo 1.º do decreto n.º 15:331, de 9 de Abril de 1928, sob proposta do Ministro da Instrução Pública: Hei por bem decretar que seja aprovado o regula-mento da Organização Escotista de Portugal, que faz

parte integrante do presente decreto e vai assinado pelo Ministro da Instrução Pública.

O Ministro da Instrução Pública assim o tenha enten-dido e faça executar. Paços do Governo da República, 8 de Outubro de 1932.— ANTÓNIO ÓSCAR DE FRAGOSO CARMONA — *Gustavo Cordeiro Ramos*.

Regulamento da Organização Escotista de Portugal

Artigo 1.º São atribuições exclusivas da Comissão Central da O. E. P., para efeito da execução das dispo-sições dos artigos 6.º e 8.º do decreto n.º 21:434:

- 1) As relações com os poderes do Estado;
- 2) As relações com a Repartição Internacional (Boy Scouts International Bureau) e com as instituições estran-geiras, que impliquem responsabilidade para todo o mo-vimento;
- 3) A organização de representações nos jamburis e conferências internacionais de carácter geral, e a auto-rização para a ida ao estrangeiro, em qualquer caso;
- 4) A superintendência nas reuniões, acampamentos e outras actividades de carácter nacional realizadas pelos componentes da O. E. P. em conjunto;
- 5) A iniciativa de acordos interassociativos tendentes à unificação técnica;
- 6) As resoluções sobre irradiação;
- 7) A iniciativa de procedimento contra os infractores das disposições sobre exclusivo de denominações, unifor-mes e insígnias.

Art. 2.º São igualmente atribuições da Comissão Cen-tral da O. E. P.:

- 1) A propaganda do movimento;
- 2) A centralização, quando vantajosa, da compra de material e edição de publicações;
- 3) A função de arbitragem, quando lhe seja solicitada pelos organismos componentes;
- 4) A publicação de um relatório anual sobre o movi-mento, que deverá fazer referência aos resultados obti-dos, incluindo dados estatísticos, e conter informações acêrca do incremento do escotismo no estrangeiro.

Art. 3.º Compete aos organismos componentes da O. E. P., independentemente da acção dos seus represen-tantes:

- 1) Responder prontamente a toda a correspondência emanada da Comissão Central da O. E. P., endereçando o expediente ao «Presidente da O. E. P., Ministério da Instrução Pública»;
- 2) Enviar todos os elementos necessários à elaboração do relatório anual a que faz referência o artigo 2.º, conforme as instruções aprovadas pela Comissão Central;
- 3) Informar a O. E. P. acêrca das contravenções de que tenham conhecimento sobre uso ilegal de denomina-ções, uniformes e insígnias.

Art. 4.º Cada uma das instituições integradas na O. E. P. terá, nos termos do artigo 5.º do decreto n.º 21:434, primeiro e segundo representante, como tais designados pela entidade que os houver escolhido.

Art. 5.º A Comissão Central só poderá tomar resolu-ções quando haja por parte das instituições integradas unanimidade de votos.

§ 1.º Cada instituição disporá de um único voto, que será emitido pelo seu primeiro representante, ou pelo segundo, na falta deste.

§ 2.º Nos casos seguintes, não havendo acôrdo, votar-se-á segundo o critério da maioria:

- 1) Quando se trate do julgamento de processos de irradiação de elementos de qualquer das associações;
- 2) Quando se trate das relações com o estrangeiro, incluindo as questões técnicas de representação em cer-tames internacionais, que não possam ser proteladas.

§ 3.º O presidente vota no caso de empate.

Art. 6.º A Comissão Central reúne ordinariamente uma vez por mês.

§ 1.º Em cada sessão reservar-se-á até meia hora, antes da ordem do dia, para leitura do expediente, apresentação de propostas ou alvitres e sua admissão.

§ 2.º Admitidas que sejam as propostas ou alvitres, a sua discussão passará à ordem do dia da sessão seguinte, se não puder realizar-se nessa mesma sem prejuízo da discussão dos assuntos marcados para ordem do dia.

Art. 7.º Um dos vogais da Comissão Central, por ela designado e confirmado pelo Ministro da Instrução Pública, superintenderá em todos os serviços de secretaria e tesouraria, incluindo o expediente interno da Comissão Central, mas com exclusão dos assuntos de carácter internacional, conforme o disposto no artigo 8.º

§ único. Junto do vogal encarregado das relações nacionais funcionará o respectivo secretário, nos termos do § 2.º do artigo 5.º do decreto n.º 21:434.

Art. 8.º O expediente relativo às relações com o estrangeiro está a cargo de um dos vogais da Comissão Central, por ela designado, e confirmado pelo Ministro da Instrução Pública.

§ 1.º O vogal a que se refere este artigo será acreditado junto da Repartição Internacional como «comissário internacional» da O. E. P.

§ 2.º O secretário encarregado das relações com o estrangeiro, a que se refere o § 2.º do artigo 5.º do decreto n.º 21:434, funcionará junto do respectivo vogal da Comissão Central.

Art. 9.º Compete respectivamente aos vogais a que se referem os artigos 7.º e 8.º a assinatura da correspondência e execução das deliberações da Comissão Central.

Art. 10.º A correspondência com os poderes do Estado é assinada pelo representante do Governo.

Art. 11.º Os assuntos que exijam demorado estudo serão cometidos a relatores designados pelo presidente.

§ único. Os relatores, sempre que lhes seja possível, fornecerão a cada um dos membros da Comissão Central cópias dos seus pareceres antes da sessão para cuja ordem do dia foram marcados.

Art. 12.º A Comissão Central poderá cometer a indivíduos ou comissões especiais o estudo e execução de assuntos da sua competência.

§ único. A presidência das comissões será atribuída a vogais da Comissão Central.

Art. 13.º A integração de novas instituições, nos termos dos artigos 3.º e 7.º do decreto n.º 21:434, será precedida de inquérito, tendo em vista as exigências legais.

Paços do Governo da República, 8 de Outubro de 1932.— O Ministro da Instrução Pública, *Gustavo Cordeiro Ramos*.